

Lyon, le 28 janvier 2019

Actions de l'État

Pendant le Grand débat, la démolition continue

Les maires ruraux de France demandent à l'État de suspendre toute réorganisation de service public en cours allant dans le sens de fermeture (écoles, hôpitaux, maternités, transport ferroviaire, trésor public, etc.).

Les attentes exprimées par les citoyens et les élus dans « les cahiers de doléances et de propositions » exposent clairement un besoin de revoir la méthode et les objectifs mis en œuvre par l'État dans les nombreux processus de réorganisation des services publics en cours. Ainsi en est-il des projets de révision de la carte scolaire, des plans de fermetures des trésoreries, de services hospitaliers, de maternités, de réduction du nombre d'arrêts de train, etc., dont les cas toujours plus nombreux nous sont en permanence communiqués par notre réseau.

Ces faits sont aujourd'hui au cœur des difficultés vécues par les populations, telles qu'elles ont été capitalisées dans les cahiers émanant de plusieurs milliers de communes rurales.

A l'inverse, les errements successifs sur de nombreux projets de loi remettent à toujours plus loin les réponses potentielles attendues avec urgence (Loi d'orientation sur les mobilités, Agence nationale de cohésion des territoires).

Les Maires ruraux demandent que soit mis un terme aux annonces inappropriées dans une période de débat et d'écoute quant aux décisions relatives aux projets de réorganisation territoriale non voulue par les élus et les habitants. Il s'agit en particulier des projets de fusion des départements et des métropoles pour lesquelles, sans aucune concertation avec les maires des départements concernés, certaines annonces viennent « mettre de l'huile sur le feu », quand la sérénité du dialogue doit être recherchée.

S'il ne veut pas décrédibiliser l'action qu'il a lui-même engagé avec le Grand débat, le gouvernement doit s'exprimer rapidement et clairement sur ses intentions quant à la considération qu'il porte réellement à ce débat.

La crédibilité du Grand débat national et la participation des citoyens en dépendent.

Par ailleurs, l'Association des maires ruraux de France demande que le Parlement et l'exécutif se saisissent très vite de sa proposition d'Agenda rural.

Le climat inquiétant et inédit que connaît le pays aujourd'hui demande à ce que les conditions d'apaisement soient rapidement réunies et oblige les pouvoirs publics, en particulier l'État, à modifier de façon tangible les procédures qu'il pratique depuis de très nombreuses années et qui sont, parmi d'autres, l'une des causes de ce que vit le pays.

Pour le bureau de l'AMRF, Vanik BERBERIAN

#mairieouverte #macommuneestutile

Signez l'appel des maires ruraux sur : www.appeldesmairesruraux.fr

CONTACTS PRESSE :

Cédric Szabo, directeur // Association des Maires Ruraux de France
06.85.76.94.90 // 04 37 43 39 80 // cedric.szabo@amrf.fr // amrf@amrf.fr
@maires_ruraux @defibrilators (président)